Suppressions de postes, gel du point d'indice, jours de carences, choc des savoirs 2 … En grève dès le 5 décembre !

mardi 26 novembre 2024, par CGT

Dans l'Éducation, la CGT Éduc'action continue de dresser un constat sombre : conditions de travail des personnels fortement dégradées, perte de sens pour tou·tes et accentuation de l'épuisement professionnel, manque grandissant de personnels, contre-réformes imposées contre l'avis unanime de la communauté éducative, développement d'une politique de rémunération au mérite et mise en concurrence des personnels et des établissements, dégradation des conditions d'étude et des prises en charges des élèves se trouvant en situation précaire… On constate aussi une stratégie consistant à faire taire toute forme de remise en question comme le montre dans l'académie de Lyon les mesures disciplinaires en cours envers 2 syndicalistes de la CGT Éduc action au seul motif de leur activité syndicale et de représentants des personnels .

La ministre Genetet promet une politique sécuritaire et la poursuite de réformes dévastatrices menées par Macron depuis 7 ans. L'acte II du Choc des savoirs maintient le cap de la rigueur et de la violence à l'encontre de l'Éducation nationale. La CGT Éduc'action rappelle que le Choc des savoirs est un renoncement à toute ambition émancipatrice de l'École et instaure une ségrégation assumée entre les élèves en difficultés et les autres, ainsi qu'une discrimination sociale. L'Éducation nationale ne peut subir de nouvelles coupes budgétaires et il y a urgence à obtenir un choc des moyens.

Dans ce contexte général très dégradé, sans mobilisation ni grève dans la durée, nous n'obtiendrons pas de réorientation du budget 2025 ni l'abrogation des mesures.

C'est par la grève que nous gagnerons sur nos revendications : revalorisation indiciaire pour tou·tes sans contrepartie, indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation et l'ouverture de négociations sur les grilles salariales, abandon de la réforme des retraites, abandon de toutes les réformes de tri social, des réformes du bac et des lycées, de Parcoursup, créations massives de postes dans tous les corps, nationalisation de l'enseignement privé sous contrat, abandon du Choc des savoirs, abandon du Pacte, création d'un statut de catégorie B pour les AESH et les AED, le report du déploiement Opale, titularisation de tous les précaires sans condition de concours ni de nationalité, abandon SNU, du « tout évaluation ». Dès maintenant, exigeons également la démission de Kasbarian et l'abandon des projets qu'il porte, personnellement et au titre du gouvernement.

Ensemble sur nos lieux de travail, organisons-nous et mobilisons-nous pour construire le rapport de force indispensable au recul gouvernemental. Nous devons réussir la première journée de grève Fonction publique du 5 décembre prochain, organiser des AG pour réussir la reconduction dès les jours suivants jusqu'à ce que le gouvernement accède à nos revendications.

Loire la cgt

ÉDUC'ACTION

SUPPRESSIONS DE POSTES, GEL DU POINT D'INDICE, JOURS DE CARENCE, BAISSE DE L'INDEMNISATION DES ARRÊTS MALADIE, ABANDON DE LA GIPA...

TOUTES LES RAISONS DE SE MOBILISER...

EN GRÈVE DÈS LE 5 DÉCEMBRE

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Face à une nouvelle cure d'austérité, soi-disant indispensable pour affronter une « dette publique » créée en grande partie par les cadeaux au Capital, les fonctionnaires sont à nouveau en première ligne... pour subir de lourdes attaques ! En effet, le projet de budget 2025, fait entre autres de suppression de postes, d'allongement du délai de carence, de baisse de l'indemnisation maladie... constitue une attaque inacceptable quasi sans précédent. Ce n'est pas aux fonctionnaires de payer la note alors qu'aucune taxation des plus riches et des dividendes records n'est imposé par le gouvernement. Face à la crise, les Services publics sont les meilleurs remparts. Plus que jamais donc, nous réclamons l'abandon de ce projet injuste et des moyens (de postes et de salaires) pour améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions d'étude des élèves.

STOP AU FONCTIONNAIRES-BASHING ET AU MÉPRIS DU GOUVERNEMENT

En usant d'arguments fallacieux sur le prétendu « absentéisme » des fonctionnaires et sous couvert d'égalité de traitement (qui n'existerait pas de toute façon), le ministre Kasbarian, soutenu par la ministre Genetet, reprend une rhétorique bien pratique en cas de crise budgétaire : **hara sur les fonctionnaires!** Ainsi, le gouvernement souhaite-t-il que nous soyons doublement pénalisé-es en cas d'arrêt maladie : 3 jours de carence et 90% d'indemnisation lors des 3 premiers mois d'un arrêt... **Face à de lourdes sanctions salariales, les collègues ne seront plus en capacité d'accepter un arrêt.** Ils-elles travailleront malades. C'est un risque de santé public à long terme pour les salarié-es (mais aussi les usager-ères) alors qu'on leur demande déjà de travailler plus longtemps (recul de l'âge de la retraite).

SUPPRESSION DE POSTES, TAPER AU PORTE-MONNAIE EN CAS DE MALADIE, AUCUNE AUGMENTATION SALARIALE... TOUS LES INGRÉDIENTS D'UNE POLITIQUE RÉACTIONNAIRE CONTRE LES FONCTIONNAIRES

AUGMENTATION DES ABSENCES DES FONCTIONNAIRES ? ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ?

- **Les enseignant-es sont parmi les salarié-es les moins absent-es (2,6% contre 3,9% dans le privé).**
- **2/3 des salarié-es du privé n'ont aucun jour de carence grâce à leurs accords de prévoyance.**

1,2 MILLIARDS D'€ D'ÉCONOMIES ENVISAGÉS À PARTIR DE MENSONGES...

ABANDON DE LA GIPA, NOUVELLE PERTE SALARIALE

La Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) est un dispositif de compensation imparfait permettant de couvrir partiellement, les pertes de pouvoir d'achat des fonctionnaires, tout en masquant les effets du gel persistant de la valeur du point. **Aujourd'hui, en la supprimant, le gouvernement Barnier ampute une nouvelle fois le pouvoir d'achat des agent-es, déjà pénalisé-es.**

5 JOURS D'ARRÊT: C'EST COMBIEN ?

- ***PE** 6ème éch CN, environ 300€...*
- ***AESH** 6ème/éch 67h, 120 €...*
- ***ATRF** avec 20 ans d'ancienneté, 210€...*
- ***Certifié-e** 5ème éch HC, 400€...*

ENSEMBLE, EXIGEONS...

- **l'abandon des 3 jours de carence et de la baisse de l'indemnisation.**
- **le dégel du point d'indice, la refonte des grilles indiciaires et l'augmentation immédiate de 400€/net pour tous les personnels.**
- **l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation.**
- **des créations de postes à la hauteur des besoins et des missions de service public.**
- **l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.**
- **le véritable abandon du projet de réforme Guérini.**